N°	Nom et prénom de l'adhérent participant	N° PACAGE ou SIRET	JA (*)
1			☐
2			☐
3			☐
4			☐

➤ **Pour les personnes morales mettant en valeur une exploitation agricole :**

* Nombre d'associés exploitants : et % du capital social détenu par les associés exploitants: %

* Nombre d'exploitations regroupées (GAEC):

Nom des associés ou dénomination sociale	Prénom des associés	N°SIRET (ou PACAGE)	Date de naissance	JA	Projet inscrit dans votre plan de développement JA
				☐	☐
				☐	☐
				☐	☐
				☐	☐
				☐	☐
				☐	☐
				☐	☐

➤ **Pour les propriétaires non exploitants :**

Veillez préciser l'identité de l'exploitant remplissant les conditions d'éligibilité :

Nom de l'exploitant ou dénomination sociale	Prénom	N°SIRET (ou PACAGE)	Date de naissance	JA	Projet inscrit dans votre plan de développement JA
				☐	☐

➤ **Pour tous demandeurs :**

* Etes vous adhérent à une CUMA: oui non

Si oui, préciser le nom et le n° de la CUMA :

* Etes vous adhérent à une organisation de producteurs: oui non

Si oui, préciser le nom et le n° de l'organisation:

5-CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION (hors CUMA)

a) Localisation du siège de l'exploitation :

Identique à la localisation du demandeur

Sinon, préciser l'adresse :

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune :

b) Situation de votre exploitation au regard des normes réglementaires

b1) normes liées à la gestion des effluents (à renseigner dès lors que le dispositif concerne l'activité animale)

Disposez-vous, avant projet, des capacités de stockage ?

RSD de 1,5 mois ⁽¹⁾ ICPE de 4 mois ⁽²⁾ non

Je joins à ma demande une expertise sur la situation de mon exploitation APRES projet ⁽³⁾

b2) normes liées au bien-être des animaux (obligatoire si le dispositif concerne des projets en lien avec le respect du bien-être animal)

Le cas échéant, êtes-vous aux normes pour chacun de ces ateliers (à ne remplir que si ces ateliers sont directement concernés par le projet) ?

- Veaux de boucherie oui non ⁽⁴⁾
Porcs reproducteurs (truies) oui non ⁽⁴⁾
Poules pondeuses oui non ⁽⁴⁾

- (1) Règlement sanitaire départemental (RSD), la capacité de stockage obligatoire est de un mois et demi (1,5 mois)
(2) Installations classées pour l'environnement (ICPE), la capacité de stockage obligatoire est de quatre mois (4 mois)
(3) L'expertise de dimensionnement montre qu'après réalisation de votre projet, votre exploitation détiendra les capacités de stockage pour l'exploitation.
(4) Si non, vous ne pouvez pas bénéficier d'une aide pour l'atelier qui n'est pas aux normes au regard du bien-être de l'espèce animale concernée.

c) Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et sur les prélèvements d'eau au titre de code de l'environnement (art. L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 513-3). Veuillez indiquer si votre exploitation :

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels : _____

- relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la loi sur l'eau (ex : forage pour les bâtiments d'élevage, prélèvement pour l'irrigation) ;
 relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de à préciser si nécessaire; (ex : droit d'eau ou autorisation pour les micro-centrales)
 ne relève pas de ces réglementations

d) Type de production sur l'exploitation

arboriculture	Surface :
maraîchage	Surface :
vivrier	Surface :
horticulture	Surface :
pâturage	Surface :
grandes cultures (céréales, oléo protéagineux...)	Surface :
autres cultures (préciser)	Surface :
bovin et bubalin	Effectif :
ovin-caprin	Effectif :
porcin	Effectif :
volaille	Effectif :
autres élevages (préciser).....	Effectif :
autres activités liées à l'exploitation : agrotourisme, ferme auberge, etc (préciser).....	

6-CARACTERISTIQUES DU PROJET

a) Localisation du projet :

Identique à la localisation du siège de l'exploitation :

Sinon, préciser l'adresse du projet :

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune :

b) Nature et descriptif succinct du projet :

.....

.....

.....

.....

c) Calendrier prévisionnel des investissements :

Date prévisionnelle de début de projet : |__|__|__|__|__|__| (mois, année)

Date prévisionnelle de fin de projet : |__|__|__|__|__|__| (mois, année)

7-RESULTATS ATTENDUS DU PROJET**a) Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation à partir des résultats prévisionnels de l'exploitation****a1) si vous n'êtes pas une CUMA**

* Si vous avez une comptabilité :

	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		

* Si vous n'avez pas de comptabilité :

	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Solde d'exploitation : recettes - dépenses		

a2) si vous êtes une CUMA

	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet
Capitaux propres (capital social + réserves)		
Capitaux permanents (capital emprunté à moyen et long terme)		
Immobilisations		

b) Autres critères d'appréciation du projet pour lequel la demande de subvention est présentée

*** Toutes activités :**

- Nombre d'UTH : avant projet : _____ après projet : _____

- Votre projet a-t-il pour effet de réduire la pénibilité du travail ou des temps de travaux ?

oui non Temps de travail gagné estimé (en heures/jour) :

- Avez vous souscrit des mesures agro-environnementales (MAE, CTE, CAD) dont le contrat est encore en cours à ce jour ou envisagez-vous de souscrire de nouvelles MAE mises en place pour la période 2007-2013?

oui non Si oui précisez l'année et le type de mesure :

- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic agro-environnemental ou énergétique ?

oui non Si oui précisez :

- Votre exploitation est-elle qualifiée au titre de l'agriculture biologique ?

oui non Si oui précisez :

- Votre exploitation procède-t-elle à la valorisation de la biomasse en vue de la production d'énergie

oui non Si oui, précisez :

*** Activités élevage**

- Des innovations technologiques sont-elles introduites par votre projet sur l'exploitation (utilisation de biomatériaux, système de traitement alternatif des effluents, amélioration de l'efficacité énergétique du bâtiment et/ou utilisation d'énergie renouvelable) ? :

oui non Si oui, précisez :

- Votre projet modifie-t-il votre système d'élevage en vue d'améliorer les conditions sanitaires et le bien-être des animaux (au-delà des normes réglementaires) ?

oui non Si oui, précisez :

- Pouvez-vous nous indiquer l'évolution de vos surfaces de prairies permanentes et de cultures fourragères du fait de votre projet ?

	Surface avant projet (en ha)	Surface après projet (en ha)
Prairies permanentes		
Cultures fourragères		

- Après réalisation de votre projet, les fosses de stockage des effluents (purin, lisier, eaux blanches et vertes) seront-elles couvertes ?

oui complètement oui partiellement non

Si oui, un système de récupération des émissions de gaz à effet de serre est-il prévu : oui non

Si oui, une valorisation énergétique des gaz récupérés est-elle prévue : oui non

11-ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,
- Respecter les conditions d'âge au 1er janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et moins de 60 ans), dans certains cas particuliers, une dérogation est possible ; veuillez vous rapprocher des services de la DAF,
- Ne pas avoir sollicité pour le même projet et les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma situation et mon projet d'investissement,
- Etre à jour de mes cotisations fiscales ou bénéficier d'un plan d'apurement et le respecter,
- Etre à jour de mes cotisations sociales ou bénéficier d'un plan d'apurement et le respecter,
- N'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal, dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- Respecter les normes minimales attachées à mon projet
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,
- Le cas échéant, que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production relève de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement, et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture, ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture,
- Le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital (pour les formes sociétaires autres que les GAEC),
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet
- avoir pris connaissance que l'opportunité de ma demande sera examinée en commission départementale d'orientation agricole et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités régionales et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure.

Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant que mon (notre) dossier ne soit réputé complet

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire, comptabilité... , pendant dix années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de l'aide,
- A informer la Direction de l'Agriculture et de la Forêt de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- A permettre l'accès à mon exploitation / entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- A tenir une comptabilité sur mon / notre exploitation pendant au moins 5 ans, à compter de la date de décision d'octroi de l'aide et à la transmettre à l'administration sur simple demande de celle ci,
- A apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit

dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.

- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de **5 ans** à compter de la date de décision d'octroi de l'aide ; s'agissant de matériel, à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de **5 ans** à compter de la date de décision d'octroi de l'aide
- A fournir le cas échéant des pièces complémentaires sur demande de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt
- A poursuivre mon activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural pendant une période de 5 années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de l'aide,
- A respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de nos engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1 l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural de Guyane, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » ((loi n°78-17 du 6 janvier 1978)

12-PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE

Pièces à fournir par tous les demandeurs	Pièce jointe	Pièce déjà fournie	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	☐		
Copie d'une pièce d'identité	☐	☐	
Relevé d'identité bancaire	☐	☐	
Attestation d'affiliation à l'AMEXA	☐	☐	
Attestation de régularité fiscale	☐	☐	
Déclaration annuelle des salariés	☐		☐
Attestation de libre disposition du terrain	☐	☐	
Récépissé des demandes d'autorisation administrative (permis de construire, loi sur l'eau, installation classée...)	☐		☐
Déclaration sur l'honneur du respect des normes minimales (annexe 2)	☐		☐
Déclaration sur l'honneur des aides aux investissements perçues (annexe 3)	☐		☐
Plan de situation et plan de masse des travaux, plan des aménagements intérieurs	☐		☐
Trois derniers bilans financiers et comptes d'exploitation ou à défaut feuille recettes-dépenses (annexe 4)	☐	☐	
Justificatif de l'autofinancement : 1 : si auto financement inférieur à 15 000 € : attestation sur l'honneur (annexe 5) 2 : si auto financement supérieur ou égal à 15 000 € : relevé de compte récent, attestation de prêt.....	☐	☐	
Copie dernier avis d'imposition	☐	☐	
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles : devis, pro forma	☐	☐	
Etude technico-économique : simplifiée (coût projet < 30 000 €) complète (coût projet > 30 000 €)	☐	☐	

Pièces complémentaires à fournir par les personnes morales		Pièce jointe	Pièce déjà fournie	Sans objet
Engagement des adhérents de la structure participant à l'investissement de ne pas solliciter d'aide individuelle sur des matériels de même type sur la période 2007-2013	pour les CUMA, groupements	☐	☐	☐
Agrément coopératif	En cas de coopératives	☐	☐	☐
Copie des statuts ou Kbis	Pour les formes sociétaires ou association	☐	☐	☐
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et engager la structure	Si nécessaire	☐	☐	☐
Récépissé de déclaration en préfecture	Pour les associations	☐	☐	☐
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Pour les associations	☐	☐	☐

Le service gestionnaire se réserve le droit de demander des pièces complémentaires pour une meilleure appréhension du dossier.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise
 je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

13-SIGNATURE

Fait à : le :

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, le CNASEA et les autres financeurs. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la Direction de l'Agriculture et de la Forêt de Guyane.

ANNEXE I : DEPENSES PREVISIONNELLES POUR LES TRAVAUX REALISES PAR L'EXPLOITANT**CONSTRUCTION DE CLOTURE, CORRAL, BATIMENT, AUTRES CONSTRUCTIONS ...**

Nature de la dépense prévue	Montant	Devis joint	Fournisseur à l'origine du devis
		☐	
TOTAL des dépenses prévues en matériel (A)			
Main d'œuvre= (A) x 0,5 = (B)			
TOTAL des dépenses prévues (A) + (B)			

ANNEXE 2 : SITUATION DE L'EXPLOITATION AU REGARD DES NORMES MINIMALES A RESPECTER

Pour bénéficier des aides aux investissements, vous devez respecter les normes minimales. Par mesure de simplification, seules les normes attachées à l'investissement sont contrôlées. Le respect de cette règle se vérifie par simple déclaration sur l'honneur au moment du dépôt de votre demande.

J'ATTESTE / NOUS ATTESTONS QUE MON/QUE NOTRE EXPLOITATION EST EN REGLE AU REGARD DES NORMES MINIMALES :

a) au titre du bien être animal

- présence du registre d'élevage,
- le cas échéant, êtes vous aux normes pour chacun de ces ateliers (à ne remplir que si ces ateliers sont directement concernés par le projet) :
 - veaux de boucherie oui non
 - porcs reproducteurs (truiés) oui non
 - poules pondeuses oui non

b) au titre de l'environnement - domaine de l'eau :

- présence d'un moyen approprié de mesures des volumes d'eau prélevés,
- déclaration ou autorisation de prélèvements de la ressource en eau.

b) au titre de l'hygiène des produits d'origine végétale :

- utilisation exclusive de produits bénéficiant d'une Autorisation de Mise en Marché,
- existence d'un local ou d'une armoire aménagée réservés au stockage des produits phyto-pharmaceutiques,
- conformité du local en matière d'aération et de fermeture,
- présence et complétude du registre pour la production végétale alimentaire.

Fait à : le :

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

ANNEXE 3 DECLARATION DES AIDES AUX INVESTISSEMENTS (EN PLUS DE CELLES FIGURANT AU POINT 10 DU PRESENT FORMULAIRE) PERÇUES AUX COURS DES 3 DERNIERS EXERCICES FINANCIERS PRECEDENTS LA DEMANDE D'AIDE

L'article 4 du règlement 1857/2006 du 15 décembre 2006 précise que le montant maximal de l'aide accordée à une entreprise ne doit pas dépasser 500 000 euro au cours d'un période de 3 exercices financiers.

A ce titre, doivent donc être comptabilisées dans le calcul de ce plafond de 500.000€ les aides à l'investissement entraînant la réduction des coûts de production, l'amélioration et la reconversion de la production, l'amélioration de la qualité, la préservation et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène ou des normes en matière de bien être des animaux.

Les aides à la transformation, la DJA, ainsi que la bonification (s'il s'agit de prêts JA non associés à de l'investissement) ne sont pas concernées.

J'ATTESTE / NOUS ATTESTONS QUE MON/QUE NOTRE EXPLOITATION N'A PERÇU AUCUNE AIDE AUX INVESTISSEMENTS EN PLUS DE CELLES FIGURANT AU POINT 10 DU PRESENT FORMULAIRE

J'ATTESTE / NOUS ATTESTONS QUE MON/QUE NOTRE EXPLOITATION A PERÇU, EN PLUS DE CELLES FIGURANT AU POINT 10 DU PRESENT FORMULAIRE, LES AIDES SUIVANTES :

Année exercice	Nature de l'investissement	Dispositif d'aide	Montant de l'aide
<i>Exemple : 2007</i>	<i>tracteur</i>	<i>défisicalisation</i>	<i>13 000 €</i>

Fait à : le :

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

ANNEXE 4 FICHE DE CALCUL « RECETTES-DEPENSES » POUR LES EXPLOITATIONS SANS COMPTABILITE DE GESTION

RECETTES	DEPENSES
	Frais variables
Ventes (lait, animaux, produits animaux ou végétaux)	Aliments achetés :
Ventes liées aux activités de transformation :	Achat d'animaux :
Recettes liées aux activités touristiques :	Frais d'élevage (frais vétérinaires, frais de reproduction, autres frais)
Autres recettes :	Engrais et traitement des cultures et sols :
Aides animales :	Semences et plants :
Primes SCOP :	Divers approvisionnements et marchandises :
Paie Unique :	Carburants et lubrifiants entretien et réparations :
ICHN, PHAE, MAE dans et hors CAD, autres aides pluriannuelles (ICCS, OLAE), ... :	Eaux, gaz, électricité :
TVA (pour les non assujettis à la TVA) :	
	Frais fixes
	Salaires et charges sociales des salariés :
	Cotisations sociales personnelles de l'exploitant :
	Impôts fonciers :
	Taxes :
	Rémunération des travaux effectués par des tiers :
	Crédit bail, locations :
	Fermages :
	Primes d'assurances :
	Charges financières (découverts, crédits revolving) :
(A) TOTAL RECETTES =	(B) TOTAL DEPENSES =
...	...
(C) Solde d'exploitation (A) – (B) =	
(D) Annuités des emprunts liés à l'exploitation =	
Estimation du « revenu disponible » (C) – (D) =	

Fait à : le :

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

ANNEXE 5 ATTESTATION DE JUSTIFICATION DE L'AUTO FINANCEMENT LORSQUE CELUI CI EST INFERIEUR A 15 000 €

Je soussigné..... atteste sur l'honneur disposer de la somme de € nécessaire à l'autofinancement de mon projet déposé à la DAF de la Guyane.

Fait à : le :

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)